

**LE PRESIDENT DU FASO,
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,**

- Vu** la Constitution ;
- Vu** le décret n°2021-0001/PRES du 05 janvier 2021 portant nomination du Premier Ministre ;
- Vu** le décret n°2021-0628/PRES/PM du 30 juin 2021 portant remaniement du Gouvernement
- Vu** le décret n°2021-0023/PRES/PM/SGGCM du 1^{er} février 2021 portant attributions des membres du Gouvernement ;
- Vu** la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant Code minier du Burkina Faso ;
- Vu** le décret n°2021-0133/PRES/PM/MEMC du 17 mars 2021 portant organisation du Ministère de l'énergie, des mines et des carrières ;
- Sur** rapport du Ministre de l'Energie, des Mines et des Carrières ;
- Le** Conseil des ministres entendu en sa séance du 22 septembre 2021 ;

DECRETE

CHAPITRE I : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : En application des dispositions de l'article 101 de la loi n°036-2015/CNT du 26 juin 2015 portant Code minier du Burkina Faso, le présent décret fixe les conditions de la fourniture locale dans le secteur minier.

Il vise à promouvoir et à développer la fourniture locale des biens et services dans le secteur minier.

Article 2 : Le présent décret s'applique :

- aux titulaires de titre minier ou d'autorisation ainsi que leurs sous-traitants ;
- aux personnes physiques ou morales fournissant des services et/ou des biens aux entreprises minières.

Article 3 : Au sens du présent décret, on entend par :

- **Biens** : les équipements, consommables et produits entrant dans l'utilisation ou la consommation ;
- **Entreprise minière** : unité économique destinée à la production de substances de mines ou de carrières ainsi qu'à la réalisation de profits et réunissant à cet effet des moyens matériels et humains ;
- **Fournisseur** : toute personne physique ou morale qui se limite à livrer des biens et services au titulaire d'une autorisation et d'un titre minier sans accomplir un acte de production ou de prestation de services se rattachant aux activités principales du titulaire d'autorisation ou du titre minier ;
- **Fourniture locale** : ensemble des actions portant sur la promotion des capacités nationales dans la fourniture des biens et des services locaux ;
- **Local** : territoire national ;
- **Personne morale burkinabè** : groupement de personnes ou de biens disposant de la personnalité juridique, de droit burkinabè et dont le capital social appartient à au moins 51% à des personnes physiques ou morales de nationalité burkinabè et dont le bénéficiaire effectif est Burkinabè ;
- **Personne physique burkinabè** : tout citoyen de nationalité burkinabè ;
- **Prestataire de services** : toute personne physique ou morale qui fournit des services aux sociétés minières ou à leurs sous-traitants à titre onéreux ;
- **Secteur minier** : secteur économique regroupant les activités de reconnaissance, d'exploration, de prospection, de recherche ou d'exploitation de substances minérales ;
- **Services** : prestations fournies par un tiers, qui requièrent des compétences ou des ressources techniques ou intellectuelles ;
- **Sous-traitant** : personne morale exécutant un travail qui s'inscrit dans le cadre des opérations minières du titulaire du titre minier.

CHAPITRE II : PRESTATIONS DE SERVICES ET FOURNITURES DE BIENS AUX ENTREPRISES MINIERES ET A LEURS SOUS-TRAITANTS

Article 4 : Les entreprises minières et leurs sous-traitants opérant au Burkina Faso accordent à des personnes physiques ou morales burkinabè tout contrat de prestations de services ou de fournitures de biens conformément à la liste des biens et services fournis aux entreprises minières, adoptée par arrêté interministériel des ministres chargés des mines, de l'économie et du commerce.

Article 5 : Les entreprises minières et leurs sous-traitants fournissent à chaque début d'année et ce, au plus tard en fin mars, à l'administration des mines, la liste de leurs prestataires de services et la liste de leurs fournisseurs de biens.

Article 6 : Il est créé un cadre tripartite regroupant des représentants de l'Etat, des entreprises minières et des fournisseurs de biens et services miniers pour le développement et le suivi de la croissance de la fourniture locale au profit du secteur minier.

Il assure le suivi de l'application de la liste des biens et services fournis aux entreprises minières.

Un arrêté interministériel des ministres chargé des mines, de l'économie et du commerce fixe sa composition, ses attributions et son fonctionnement.

Un arrêté conjoint des ministres chargés des finances et des mines fixe la prise en charge des membres du cadre tripartite.

CHAPITRE III : DEVELOPPEMENT ET SUIVI DE LA CROISSANCE DE LA FOURNITURE LOCALE

Article 7 : Les entreprises minières et leurs sous-traitants fournissent chaque année à l'Administration des mines et ce, au plus tard en fin décembre, leur plan d'approvisionnement de biens et services de l'année N+1.

Toute modification ou tout changement de ce plan est notifié à l'Administration des mines dans le mois suivant la modification.

Les entreprises minières et les sous-traitants fournissent chaque début d'année à l'Administration des mines et ce, au plus tard en fin mars, leur rapport d'exécution du plan d'approvisionnement de l'année N-1.

CHAPITRE IV : DISPOSITIONS DIVERSES

Article 8 : La liste des biens et services ainsi que les quotas y afférents sont révisables chaque année.

Article 9 : En cas d'impossibilité des prestataires ou fournisseurs locaux à satisfaire aux besoins des entreprises minières et de leurs sous-traitants, ceux-ci peuvent être autorisés par l'Administration des mines à s'approvisionner sur le marché extérieur.

CHAPITRE V : SANCTIONS

Article 10 : Le non-respect des dispositions du présent décret et son texte d'application est sanctionné par :

- une amende correspondant au montant de la part des prestations de services ou de fourniture de biens non exécutée par les personnes physiques ou les personnes morales burkinabè, sans mise en demeure ;
- une amende de soixante-quinze millions (75 000 000) de francs CFA pour non transmission du plan d'approvisionnement de biens et services ou pour non transmission du rapport d'exécution dans les délais requis, après une mise en demeure de sept (07) jours francs restée sans suite. L'amende est majorée de 25% par jour de retard ;
- une amende de deux-cent millions (200 000 000) en cas de récidive. L'amende est majorée de 25% par jour de retard.

Article 11 : Les violations des dispositions du présent décret et de ses textes d'application, sont constatées par l'Administration des mines ou par toute autre structure habilitée de l'Etat.

Les amendes sont recouvrées par la Perception spécialisée auprès du ministère en charge des mines.

Article 12 : Les amendes collectées font l'objet d'une répartition entre le budget de l'Etat et le Fonds d'équipement de la Direction Générale des Mines et de la Géologie.

Les modalités de cette répartition sont précisées par arrêté conjoint des Ministres chargés des finances et des mines.

CHAPITRE VI : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Article 13: Les entreprises minières et leurs sous-traitants sont tenus de se conformer aux dispositions du présent décret à compter du 1^{er} janvier 2022.

Les entreprises minières et leurs sous-traitants peuvent obtenir une dérogation sur des contrats liés à des prestations spécifiques en cours d'exécution, au-delà du délai prévu dans l'alinéa premier du présent article. Ils soumettent dans ce cas à l'Administration des mines une demande motivée.

Article 14 : Le présent décret abroge toutes dispositions antérieures contraires.

Article 15 : Le Ministre de l'Economie, des Finances et du Développement, le Ministre de l'Energie, des Mines et des Carrières et le Ministre de l'Industrie, du Commerce et de l'Artisanat sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel du Faso.

Ouagadougou, le 11 novembre 2021



Roch Marc Christian KABORE

Le Premier Ministre

Christophe Joseph Marie DABIRE

Le Ministre de l'Economie, des
Finances et du Développement

Lassané KABORE

Le Ministre de l'Energie, des
Mines et des Carrières

Bachir Ismaël OUEDRAOGO

Le Ministre de l'Industrie, du Commerce
et de l'Artisanat

Harouna KABORE